



Coup d'œil sur le Canada

POPULATION

En moyenne, la population canadienne a augmenté de moins de 1% annuellement entre 2001 et 2006 pourcentage qui occupe la deuxième place parmi les pays industrialisés du G7, juste après les États-Unis. Les immigrants ont constitué environ les deux tiers de la croissance démographique entre le milieu de 2005 et le milieu de 2006, la priorité étant accordée aux travailleurs hautement qualifiés. Selon le *Rapport sur la compétitivité mondiale* de 2006, le Canada présente le plus fort pourcentage de personnes qui terminent, au moins, des études collégiales ou universitaires parmi les 50 pays étudiés.

Population

	2005
Population totale	32 270 507
Taux de croissance de la population	1,2 %

Répartition de la population selon le sexe

Hommes	49,5 %
Femmes	50,5 %

Répartition de la population selon le groupe d'âge

0-14	17,6 %
15-64	69,3 %
65+	13,1 %

Population dans les principales régions métropolitaines

Toronto	5 304 090
Montréal	3 635 733
Vancouver	2 208 333
Ottawa-Gatineau (Capitale)	1 148 785
Calgary	1 060 007
Edmonton	1 016 007
Québec	717 641
Hamilton	714 935
Winnipeg	706 854
London	464 304



CARACTÉRISTIQUES GÉOGRAPHIQUES

Le Canada est le deuxième plus grand pays au monde. Son territoire couvre toute la partie septentrionale du continent nord-américain, sauf l'Alaska (les provinces de la Colombie-Britannique et de l'Ontario sont chacune quatre fois plus grandes que la Grande-Bretagne). Sa superficie est de 9 093 507 kilomètres carrés (à l'exclusion des étendues d'eau douce). Entouré par les océans Arctique, Atlantique et Pacifique, le Canada possède le plus long littoral au monde (243 792 kilomètres). L'endroit le plus au sud du pays, la pointe Pelée en Ontario, se trouve plus au sud que Rome, alors que le point le plus au nord du pays, sur l'île Ellesmere, se situe près du pôle Nord.

Le Canada partage, avec les États-Unis d'Amérique, une frontière commune qui s'étend sur une longueur de 8 893 kilomètres. Des 20 plus grandes villes du Canada, 17 se trouvent, à moins d'une heure et demie de voiture de la frontière américaine.

Au centre du pays, le climat est continental avec des étés chauds (température moyenne en juillet : de 15 à 25 °C) et des hivers froids et neigeux (température moyenne en janvier : de -16 à -6 °C). Les climats maritimes des côtes Est et Ouest sont généralement plus doux en hiver et plus frais en été.

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

En 2005-2006, le Canada a affiché son neuvième excédent budgétaire consécutif et son dixième budget équilibré de suite. L'excédent a servi à réduire la dette du gouvernement fédéral à 35 % du PIB, son niveau le plus faible depuis 24 ans.

Le Canada a connu l'une des meilleures croissances du PIB parmi les pays du G7 entre 2002 et 2005 et on s'attend que ses résultats soient tout aussi dynamiques en 2006-2008. Compte tenu que 54 % des Canadiens sont employés, la proportion de la main-d'œuvre par rapport à la population surpasse celle de tous les autres pays du G7. Le taux de chômage était de 6,8 % en 2005, demeurant ainsi près de son taux le plus bas depuis 30 ans. Il a baissé graduellement depuis le début de 2002, alors qu'il était d'environ 8 %. De surcroît, le Canada affiche les coûts de main-d'œuvre globaux les moins élevés du G7.

Caractéristiques des principaux secteurs productifs

L'économie est bien diversifiée. Les services offrent la plus grande contribution au PIB : ils correspondaient à 68,9 % de celui-ci en 2005.

En 2006, le Canada a été, pour la sixième année consécutive, le pays du G7 où l'exploitation d'une entreprise coûtait le moins cher. Les coûts étaient considérablement plus faibles qu'aux États-Unis et en Europe. Le Canada est le pays du G7 où les coûts sont les moins élevés dans 12 des 17 secteurs

Statistiques sur la population active (milliers)

	2005
	Valeur
Employés	16 169
Temps plein	13 204
Temps partiel	2 965
Employés – Variation annuelle en %	1,4 %
Taux de participation	67,2 %
Taux de chômage	6,8 %

Prix

	2005
Indice des prix industriels	1,6 %
Indice des prix à la consommation	2,2 %

analysés dans le rapport *Choix concurrentiels* 2006 de KPMG, soit l'aérospatiale, les produits chimiques, l'électronique, les appareils médicaux, les produits pharmaceutiques, les essais cliniques, les pièces de précision, les télécommunications, la biotechnologie, la conception de logiciels, le Web et le multimédia ainsi que les centres de services aux entreprises.

Produit intérieur brut par secteur

(en dollars chaînés de 1997, en millions de dollars CAN)

	2005		
	Valeur	%	
Secteur des produits	331 607	31,1 %	
Secteur des services	733 291	68,9 %	

Produit intérieur brut par industrie

(en dollars chaînés de 1997, en millions de dollars CAN)

	2005		
	Valeur	%	
Agriculture et pêches	25 488	2,4 %	
Exploitation minière	38 865	3,6 %	
Services publics	27 948	2,6 %	
Fabrication	174 987	16,4 %	
Construction	63 689	6,0 %	
Transports	51 241	4,8 %	
Commerce de gros	65 997	6,2 %	
Commerce de détail	62 219	5,8 %	
Finances	213 985	20,1 %	
Service administratif et soutien	24 183	2,3 %	
Services professionnels et connexes	47 535	4,5 %	
Divertissements	8 996	0,8 %	
Information et services culturels	43 383	4,1 %	
Hébergement et restauration	23 221	2,2 %	
Santé et services sociaux	60 704	5,7 %	
Éducation	47 073	4,4 %	
Administration publique	59 462	5,6 %	
Autres services	26 225	2,5 %	

En 2004, 689 personnes par 1 000 habitants possédaient un ordinateur personnel alors que les Canadiens utilisaient l'Internet dans une proportion de 629 personnes par 1 000 habitants. Au cours de la même année selon une étude de 60 pays concernant les abonnés à un réseau à large bande, le Canada s'est classé troisième, affichant un taux de 147 par 1 000 habitants. Le montant de tous les achats commerciaux effectués sur Internet par les Canadiens s'est chiffré à 39,2 milliards de dollars en 2005, par rapport à 28,3 milliards en 2004, ce qui constitue une augmentation de 38 %. La proportion d'entreprises de vente au détail qui possédaient un site Web est passée de 38 % en 2004 à 42 % en 2005.

Le gouvernement fédéral a largement investi dans l'infrastructure électronique afin d'encourager et de faciliter le cybercommerce et le cybergouvernement. Au cours des dernières années, le Canada s'est classé premier ou parmi les premiers de 22 pays pour ce qui est des services gouvernementaux sur Internet (Accenture). Il est possible de communiquer avec tous les ministères fédéraux pour obtenir des renseignements ou pour déposer des documents par voie électronique à l'aide du site Web principal du gouvernement du Canada (www.canada.gc.ca), qui propose également des liens vers chaque gouvernement provincial.

Le pays jouit d'une vaste base industrielle et le secteur manufacturier a amélioré sa compétitivité durant les années 1990. En 2005, le secteur de l'industrie, y compris l'exploitation minière et l'extraction de pétrole et de gaz, la fabrication, la construction et les services publics, représentait 28,6 % du PIB.

Le secteur primaire joue un rôle important, car il est à l'origine du quart des exportations et de 5,8 % du PIB. Le secteur des ressources du Canada est devenu extrêmement avancé sur le plan de la technologie. Les gains de productivité exceptionnels enregistrés dans ce secteur constituent l'une des raisons pour lesquelles les exportations de ressources demeurent essentielles pour l'économie canadienne. En 2005, la production canadienne de minerais (en milliers de tonnes) était répartie comme suit : cuivre : 573 (raffiné : 515), nickel : 182, plomb : 73 (raffiné : 110), zinc : 621 (raffiné : 723) et minerai de fer : 30 125; (en tonnes) or : 119, argent : 1 060 et uranium : 12,6. Le secteur agricole représentait 2,2 % du PIB en 2005. Les recettes agricoles pour les produits animaux se sont chiffrées à 18 462 millions de dollars et celles pour les cultures à 13 500 millions de dollars.

Les secteurs qui ont affiché l'investissement étranger le plus élevé en 2005 sont les finances et les assurances (89 107 millions de dollars) ainsi que l'énergie (81 887 millions de dollars).

SERVICES COMMERCIAUX ET BANCAIRES

Services commerciaux

La croissance de l'emploi et la baisse de l'imposition ont soutenu une hausse des achats de consommation. En juin 2004, Statistique Canada a signalé que les dépenses réelles dans ce domaine avaient augmenté en moyenne de 3,1 % entre 2000 et 2003, soit plus rapidement que la croissance moyenne du PIB (2,3 %). En 2005, les ventes au détail se sont chiffrées à 368 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 4,7 % par rapport à 2004. Le secteur automobile, qui englobe les vendeurs de nouvelles autos, les fournisseurs de véhicules usagés et de pièces et les stations-service, constituait 24 % des ventes, suivi par les supermarchés (17 %).

Banques

La Banque du Canada est la banque centrale. Selon l'indice Moody sur la santé financière des banques, le Canada se classe en tête des pays du G7 au chapitre de la solvabilité. Le secteur des services financiers est dominé par six grandes banques nationales : la Banque de Montréal, la Banque nationale du Canada, la Banque Royale, la Banque Scotia, la Banque TD et la Banque CIBC. Ces institutions ont toutes des succursales ou des sociétés affiliées à l'étranger. En plus des banques nationales, 70 banques étrangères sont présentes au Canada.

REVENU

Produit intérieur brut (prix actuels, en millions de dollars)

	2005		100 %
	Valeur	%	
PIB aux prix du marché	1 371 425	100,0 %	
Consommation privée	760 380	55,4 %	
Consommation publique	264 242	19,3 %	
Formation brute de capital fixe	284 048	20,7 %	
Fluctuations des actions	11 185	0,8 %	
Exportations de produits et services	519 680	37,9 %	
Importations de produits et services	467 673	34,1 %	
Croissance réelle du PIB – 2005		2,9 %	
Croissance moyenne du PIB – 2000-2005 (en dollars chaînés de 1997, 2005)		2,6 %	
PIB par habitant (prix réels, 2005)		42 498	

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Langues

Au niveau fédéral, les deux langues officielles sont le français et l'anglais. Les organismes fédéraux et certaines provinces offrent un service bilingue. La langue officielle de la province de Québec est le français. Ayant plus d'une centaine de langues recensées comme langue maternelle (Statistique Canada, 2001), le Canada est l'une des sociétés les plus multilingues au monde. Les dix langues les plus parlées au Canada sont l'anglais (58,6 %), le français (22,6 %), le chinois (y compris le mandarin, le cantonais, le hakka et d'autres dialectes chinois) (2,9 %), l'italien (1,6 %), l'allemand (1,5 %), le punjabi (0,9 %), l'espagnol (0,8 %), et le portugais, le polonais et l'arabe (0,7 % chacun).

Religions

Catholiques : 43,6 %; protestants : 29,2 %; orthodoxes : 1,6 %; autres chrétiens : 2,6 %; musulmans : 2,0 %; juifs : 1,1 %; bouddhistes : 1,0 %; hindous : 1,0 %; autres : 5,6 %; aucune affiliation : 16,5 %.



CADRE LÉGISLATIF

Le système judiciaire du Québec diffère de celui du reste du Canada. Il est régi par code civil d'inspiration française, plutôt que par la common law britannique.

Régime fiscal

Le Canada affiche les taux d'impôt sur le revenu des sociétés les plus faibles du G7 pour les activités de recherche et développement (R & D) et l'un des plus bas taux pour les activités de fabrication. Ce faible taux résulte du Plan quinquennal de réduction des impôts, qui a donné des règles égales aux secteurs de la fabrication et des services et qui a fait baisser le taux moyen d'imposition des sociétés de 4,5 % par rapport à celui des États-Unis. Les mesures fiscales contenues dans le budget fédéral 2006 porteront cet avantage à 5,1 % pour le secteur manufacturier d'ici 2010. Outre les impôts sur le revenu et le capital, le gouvernement fédéral et neuf des dix provinces perçoivent une taxe de consommation sur les produits et services. La taxe fédérale sur les produits et services (TPS) de 6 % est un type de taxe sur la valeur ajoutée.

Normalisation et homologation des produits

Le Canada n'impose aucune restriction importante sur les transferts de technologie. Les organismes de réglementation interviennent si une industrie ou un produit est assujéti à une réglementation générale, comme les aliments, les médicaments et les textiles, afin que ceux-ci soient conformes aux normes nationales de qualité et de sécurité. Certains produits sont réglementés ou interdits, notamment les armes à feu et d'autres armes.

CADRE POLITIQUE

Gouvernement national

Le Canada est une monarchie constitutionnelle. Le premier ministre est le chef du gouvernement. L'organe législatif est composé de la Chambre des communes, dont les membres sont élus, et du Sénat, dont les membres sont nommés.

Gouvernements provinciaux et territoriaux

Le Canada compte dix provinces et trois territoires. Les provinces exercent une compétence générale dans de nombreux domaines, notamment les ressources naturelles, l'éducation, les soins de santé, l'imposition directe, le droit civil et les sociétés constituées en vertu d'une loi provinciale. Les deux ordres de gouvernement (fédéral et provincial) se partagent les pouvoirs dans certains domaines comme l'agriculture, l'immigration et les pensions de vieillesse. Les administrations municipales relèvent de la compétence provinciale.

Protection des brevets et des marques de commerce

Les brevets, les marques de commerce, les droits d'auteur, les dessins industriels (y compris les topographies de circuits intégrés) et la protection des obtentions végétales sont reconnus au Canada. Les secrets commerciaux sont également protégés par les lois provinciales. Les licences visant des technologies éprouvées précisent si les droits conférés par brevet sont exclusifs ou non, s'ils sont d'envergure régionale ou nationale et s'il existe ou non des restrictions sur ce qui peut être produit avec technologie. Elles précisent également les types de défauts de paiement qui entraînent l'annulation d'une licence.

Propriété intellectuelle

Le niveau de protection des brevets et des marques de commerce au Canada est conforme aux normes générales en Europe et aux États-Unis. Le Canada est signataire de la Convention de Paris sur la propriété intellectuelle, du Traité international de coopération en matière de brevets et des traités de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. L'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) est le principal organisme chargé de traiter et d'enregistrer les demandes de propriété intellectuelle, mais il n'agit pas en tant qu'organisme d'exécution. Depuis juillet 2004, l'OPIC fonctionne comme administration chargée de la recherche internationale et l'examen préliminaire international aux termes du Traité international de coopération en matière de brevets.

Adhésion aux organisations chargées de l'économie et du commerce

- Coopération économique de la zone Asie-Pacifique
- Commonwealth
- Groupe des Huit (G8)
- Fonds monétaire international
- La Francophonie
- Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
- Organisation de coopération et de développement économiques
- Organisation des États américains
- Nations Unies (et ses organismes auxiliaires)
- Banque mondiale
- Organisation mondiale du commerce

STRUCTURE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

L'investissement étranger direct au Canada a plus que doublé depuis 1990. De plus en plus, l'investissement étranger au Canada bénéficie aux industries du savoir du secteur de la fabrication de pointe comme l'électronique, les communications et les produits chimiques. Une partie de cet

investissement est motivée par l'un des régimes incitatifs les plus généreux de la planète en matière de R-D. En 2005, les exportations de produits et de services représentaient 38 % du PIB et soutenaient, selon les estimations, un tiers des emplois canadiens.

Le Canada se classe premier des pays du G7 pour faire des affaires au cours de la période de cinq ans, allant de 2007-2011, selon l'Economist Intelligence Unit. Ce classement s'explique par le fait que le pays possède une infrastructure de premier ordre, d'excellents débouchés et un climat des affaires sûr.

Taux de change

	Dollar Can. en dollar É.-U.	Dollar Can. en Euro
2000	1,49	1,37
2001	1,55	1,39
2002	1,57	1,48
2003	1,40	1,59
2004	1,30	1,62
2005	1,21	1,51

Commerce extérieur par industrie (en millions de dollars)

Exportations en 2005			Importations en 2005		
	Valeur	Part		Valeur	Part
Extraction de pétrole et de gaz	66 243	15,2 %	Fabrication de voitures et de véhicules automobiles légers	29 568	7,8 %
Fabrication de voitures et de véhicules automobiles légers	54 026	12,4 %	Extraction de pétrole et de gaz	25 550	6,7 %
Raffineries de pétrole	14 709	3,4 %	Fabrication de matériel informatique et périphérique	13 634	3,6 %
Usines de papier	11 916	2,7 %	Fabrication d'autres pièces pour véhicules automobiles	11 981	3,1 %
Scieries et préservation du bois	11 189	2,6 %	Fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments	9 994	2,6 %
Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces	10 976	2,5 %	Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces	9 254	2,4 %
Production et transformation d'alumine et d'aluminium	8 300	1,9 %	Fabrication de moteurs et de pièces de moteurs à essence pour véhicules automobiles	8 693	2,3 %
Fonte et affinage de métaux non ferreux, sauf l'aluminium	7 496	1,7 %	Fabrication de semi-conducteurs et d'autres composants électroniques	8 345	2,2 %
Fabrication de résines et de caoutchouc synthétique	6 834	1,6 %	Fabrication d'instruments de navigation, de mesure et de commande et d'instruments médicaux	7 650	2,0 %
Fabrication de placages, de contreplaqués et de produits en bois reconstitué	6 329	1,5 %	Sidérurgie	7 188	1,9 %
Autres exportations	238 175	54,6 %	Autres importations	248 904	65,4 %

Stocks d'investissements directs étrangers par industrie (en millions de dollars)

	Entrant en 2005		Sortant en 2005	
	Valeur	Part	Valeur	Part
Industrie du bois et papier	13 474	3,2 %	10 100	2,2 %
Énergie	81 887	19,7 %	54 467	11,7 %
Minerais métalliques et produits en métal	26 433	6,4 %	49 681	10,7 %
Machinerie et équipement	15 215	3,7 %	5 971	1,3 %
Matériel de transport	35 914	8,6 %	17 493	3,8 %
Industrie des finances et assurances	89 107	21,4 %	206 753	44,5 %
Industrie des services et commerce de détail	41 943	10,1 %	57 946	12,5 %
Aliments, boissons et tabac	24 077	5,8 %	9 156	2,0 %
Industries chimiques et textiles	41 122	9,9 %	13 577	2,9 %
Produits électriques et électroniques	27 641	6,7 %	20 838	4,5 %
Construction et activités connexes	10 469	2,5 %	7 694	1,7 %
Communications	8 279	2,0 %	11 382	2,4 %

Commerce extérieur par pays (en millions de dollars)

	Exportations en 2005		Importations en 2005		
	Valeur	Part	Valeur	Part	
États-Unis	365 741	83,8 %	États-Unis	215 146	56,5 %
Japon	9 170	2,1 %	Chine	29 514	7,8 %
Royaume-Uni	8 254	1,9 %	Japon	14 788	3,9 %
Chine	7 103	1,6 %	Mexique	14 594	3,8 %
Mexique	3 365	0,8 %	Royaume-Uni	10 424	2,7 %
Allemagne	3 236	0,7 %	Allemagne	10 263	2,7 %
Corée du Sud	2 821	0,6 %	Norvège	6 061	1,6 %
France	2 538	0,6 %	Corée du Sud	5 374	1,4 %
Belgique	2 287	0,5 %	France	4 994	1,3 %
Pays-Bas	2 194	0,5 %	Italie	4 584	1,2 %
Reste du monde	29 486	6,8 %	Reste du monde	65 018	17,1 %

Stocks d'investissements étrangers directs par pays (en millions de dollars)

	Entrant en 2005		Sortant en 2005		
	Valeur	Part	Valeur	Part	
États-Unis	266 532	64,1 %	États-Unis	213 746	46,0 %
Royaume-Uni	29 888	7,2 %	Royaume-Uni	42 714	9,2 %
France	28 442	6,8 %	Barbade	34 726	7,5 %
Pays-Bas	21 736	5,2 %	Irlande	19 487	4,2 %
Suisse	13 048	3,1 %	Bermudes	13 566	2,9 %
Japon	10 804	2,6 %	France	12 262	2,6 %
Allemagne	9 356	2,3 %	Îles Caimans	11 048	2,4 %
Hong Kong	6 274	1,5 %	Pays-Bas	9 912	2,1 %
Brésil	3 667	0,9 %	Australie	8 220	1,8 %
Luxembourg	3 437	0,8 %	Brésil	8 018	1,7 %
Reste du monde	22 377	5,4 %	Reste du monde	91 359	19,6 %

ACCESSIBILITÉ DU MARCHÉ

Selon le Groupe de la Banque mondiale, le Canada se classe premier des pays de l'OCDE pour le plus faible nombre de procédures (2) et la plus courte durée (3 jours) du processus d'établissement d'une entreprise industrielle ou commerciale.

Système commercial

En vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Canada a accès au marché nord-américain (Mexique compris), donc à plus de 440 millions de personnes, dont le PIB combiné est de plus de 16,0 billions de dollars américains. En plus d'éliminer les droits de douane, l'ALENA offre des procédures pour faciliter des passages frontaliers, le mouvement du personnel, l'investissement et la protection de la propriété intellectuelle, ainsi que

l'homologation des produits. Le Canada a adopté le Système harmonisé international de codification pour la classification des produits. Deux programmes aident les importateurs à récupérer les droits payés dans certaines circonstances : le Programme de remboursement des droits de douane et le Programme d'exonération des droits. On peut se procurer plus de renseignements auprès de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Les importateurs peuvent choisir de recourir à des courtiers en douane comme agents pour s'occuper des importations et traiter avec l'ASFC.

Système d'investissement

Les banques à chartre possèdent les plus grandes maisons de courtage de valeurs, qui sont également les plus grands placeurs de nouveaux titres. Le Canada dispose de trois marchés boursiers spécialisés, dont le plus grand est la Bourse de Toronto (TSX). La Bourse de Montréal se spécialise dans les transactions sur les instruments dérivés. Les actions des sociétés minières et d'autres émissions subordonnées ou de nature spéculatives sont généralement négociées sur la Bourse de croissance TSX.

Exportation et développement Canada (EDC) fournit des services de financement des transactions commerciales et de gestion des risques aux exportateurs canadiens et aux investisseurs étrangers, notamment des prêts aux acheteurs étrangers, une assurance-crédit pour une protection contre le non-paiement, ainsi que d'autres types de produits de financement.

Droits de douane

Le Canada possède un système tarifaire harmonisé. Le taux tarifaire moyen pour tous les produits était de 1,1 % en 2002. Les produits faisant l'objet d'un commerce avec les États-Unis et le Mexique sont assujettis aux modalités de l'ALENA et la plupart des droits de douane ont été éliminés en 2004.

Parmi les produits contingentés ou réglementés qui exigent un permis d'importation, on peut citer les textiles et les vêtements, l'acier brut, et des produits agricoles, comme la volaille, les œufs, le bœuf et le veau, les produits laitiers et certaines céréales.

Questions liées à la frontière canado-américaine

Le marché nord-américain est desservi par un réseau de transport bien intégré, qui figure parmi les meilleurs au monde. Des bureaux utilisant le système automatisé de licences, des dispositifs d'identification

par transpondeur et des centres de traitement communs sont mis à l'essai et déployés pour faciliter la circulation des marchandises.

Les programmes EXPRES et NEXUS ont été élaborés aux termes de la Déclaration sur la frontière intelligente Canada—États-Unis de 2001, afin que les échanges commerciaux et les investissements entre les deux pays se poursuivent sans heurts. Par conséquent, le délai d'attente à la frontière est, en moyenne, de moins de 10 minutes aujourd'hui, ce qui fait du système l'un des plus efficaces de la planète.



INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT

Les services routiers, aériens et ferroviaires du Canada sont pleinement intégrés aux réseaux des États-Unis, procurant ainsi un bon accès aux consommateurs et aux fournisseurs dans toute l'Amérique du Nord. Dans le cadre du Plan d'action pour une frontière intelligente, le Canada et les États-Unis collaborent pour renforcer leur capacité de fournir des services frontaliers sûrs et efficaces, notamment en ce qui concerne la circulation des personnes et des biens, de l'infrastructure, ainsi que la mise en commun de l'information et de la coordination de la réalisation de ces objectifs.

Porte de l'Asie-Pacifique

Le 11 octobre 2006, le premier ministre Harper a annoncé le lancement de l'Initiative de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique, un ensemble intégré d'investissements et de mesures stratégiques qui vise à renforcer la position concurrentielle du Canada en matière de commerce international. L'Initiative prévoit de nouveaux investissements publics majeurs, de l'ordre de un milliard de dollars en tout, dont 321 millions pour divers projets immédiats ayant trait à l'infrastructure, la technologie des transports et la sécurité des frontières.

L'Initiative a pour objet de résoudre les problèmes reliés aux embouteillages émergents et aux points de transbordement multimodaux. Elle vise aussi à renforcer la réputation de la Porte et du Corridor en tant que liaison fiable, efficace et sécuritaire entre l'Amérique du Nord et l'Asie.

Routes

Le Canada se classe premier des pays du G7 au chapitre du réseau routier. En 2004, celui-ci s'étendait sur 1,4 million de kilomètres dont 85 % sont des voies urbaines et des routes rurales locales. Mesurant 7 821 kilomètres de long, la transcanadienne, la route plus longue du monde, relie les 10 provinces. Chaque année, près de 400 millions de tonnes

de marchandises sont transportées sur les routes canadiennes.

Chemins de fer

D'une longueur de 73 000 kilomètres, le réseau ferroviaire du Canada est le troisième en importance des pays de l'OCDE. Il assure des liaisons importantes avec les États-Unis. En outre, il offre un accès facile aux grands ports et aux localités intérieures du Canada grâce à un service intermodal rail-route. En 2004, les chemins de fer canadiens ont transporté 260,8 millions de tonnes de marchandises.

Ports

Le Canada possède la plus grande voie navigable intérieure au monde qui soit accessible aux navires de haute mer, le réseau Grands Lacs/Voie maritime du Saint-Laurent. La Voie maritime offre une liaison directe avec le centre industriel de l'Amérique du Nord et traite quelque 200 millions de tonnes de marchandises chaque année. Il existe 300 ports commerciaux où beaucoup de marchandises arrivent ou transitent. Parmi les grands ports, on peut citer Vancouver, Montréal, Halifax, Port-Cartier, Sept-Îles/Pointe-Noire, Saint John et Québec. Vancouver est le plus grand port du Canada et le principal terminal pour les expéditions vers l'Asie-Pacifique.

Aéroports

Le réseau de transport aérien du Canada comporte 10 grands aéroports internationaux et plus de 300 petits. En 2005, il a transporté 83,9 millions de passagers et 1 379 tonnes métriques de marchandises. L'aéroport le plus important du pays est celui de Toronto, qui reçoit près du tiers de tout le trafic.



INFORMATION PRATIQUE

Monnaie

La monnaie est le dollar canadien, divisé en 100 cents. Il y a des billets de 5, 10, 20, 50 et 100 dollars, des pièces de 1, 5, 10, 25 et 50 cents, ainsi que des pièces de 1 et 2 dollars.

Fuseaux horaires

Le Canada compte six fuseaux horaires. De la première fin de semaine de novembre à la deuxième fin de semaine de mars, l'heure normale ci-dessous s'applique. Le reste de l'année, l'heure avancée est en vigueur, sauf en Saskatchewan.

• Décalage horaire par rapport au TU

- Terre-Neuve (île) 3,5
- Autres provinces de l'Atlantique 4
- Fuseau de l'Est 5
- Fuseau du Centre 6
- Fuseau des Rocheuses 7
- Fuseau du Pacifique 8

Heures de travail

• Banques

En règle générale, les banques sont ouvertes du lundi au vendredi, de 8 h ou 9 h à 18 h. Certaines banques (ou succursales) ont des heures prolongées durant la semaine et sont ouvertes durant une partie de la journée les samedis.

• Bureaux publics

Les heures de bureau pour tous les ordres de gouvernement ont tendance à être de 8 h 30 à 16 h 30.

• Magasins

Les heures d'ouverture des magasins varient largement d'une province à l'autre et au sein des municipalités. En général, les magasins d'alimentation ont les heures d'ouverture les plus longues (p. ex., de 8 h à 20 h) et sont ouverts tous les jours, sauf les jours fériés. Dans les grandes villes, des supermarchés, des pharmacies et des dépanneurs sont ouverts 24 heures sur 24.

Vacances et jours fériés

Vacances : Elles sont régies par les lois du travail provinciales et les conventions collectives. De nombreux employés ne reçoivent que deux semaines de vacances par année, mais ceux qui ont une plus grande ancienneté peuvent obtenir quatre ou cinq semaines.

Jours fériés : Le 1^{er} janvier, le Vendredi saint ou le lundi de Pâques, la fête de la Reine (mai), le 1^{er} juillet (fête du Canada), le premier lundi de septembre, le deuxième lundi d'octobre, le 11 novembre et les 25 et 26 décembre. D'autres jours fériés sont en vigueur dans certaines provinces, notamment le 24 juin au Québec et le premier lundi d'août dans la plupart des provinces.

Exigences d'entrée

Les visiteurs en provenance de l'étranger doivent détenir un passeport valide. Les ressortissants d'un bon nombre de pays ont aussi besoin d'un visa de résident temporaire (VRT) pour entrer au Canada ou pour y transiter. Il vaut mieux vérifier auprès de l'ambassade ou du consulat du Canada le plus proche. Vous pouvez également consulter le site Web de Citoyenneté et Immigration Canada, à l'adresse www.cic.gc.ca

Système de soins de santé

Le Canada possède un système national de soins de santé pour les citoyens et les résidents permanents. Le système est avantageux pour les entreprises de deux façons : il aide à maintenir une population active en bonne santé et il réduit considérablement les coûts liés aux avantages sociaux des employés. En 2006, KPMG a réalisé une étude comparative du coût des avantages sociaux prévus par la loi et d'autres régimes d'employeur, exprimé en pourcentage de la masse salariale. Parmi les pays du G7, cette combinaison cruciale de coûts était la plus basse au Canada. Le gouvernement du Canada fournit un soutien prévisible aux provinces et aux territoires

par l'entremise du Transfert canadien en matière de santé (TCS). La loi prévoit que les transferts en espèces augmenteront de 6 % par année jusqu'en 2013-2014. Cette augmentation représente 1,1 milliard de dollars de plus en 2006-2007 et un autre 1,2 milliard supplémentaire en 2007-2008 qui sont destinés aux systèmes provinciaux et territoriaux de santé, et davantage chaque année par la suite. Outre le TCS, une somme de 5,5 milliards pour la réduction des délais d'attente sera accordée aux provinces et aux territoires, pour la période de 2004-2005 à 2013-2014, dans le contexte du Plan décennal.

Correspondances à partir du Canada

• Aériennes

La plupart des grands transporteurs internationaux proposent des vols directs ou avec escale vers le Canada. La majorité des visiteurs qui voyagent avec des compagnies aériennes étrangères arrivent aux aéroports de Toronto, Montréal ou Vancouver.

• Maritimes

Le trafic de passagers par voie maritime vers le Canada est quelque peu limité par le nombre de transporteurs, mais beaucoup de paquebots de croisière circulent pendant l'été.

• Terrestres

Il existe 12 principaux points de passage terrestres entre le Canada et les États-Unis, et beaucoup de petits. De nombreux bureaux de douane de l'ASFC offrent un service 24 heures sur 24.

Courant électrique

Partout en Amérique du Nord, on utilise le courant de 110 volts pour la plupart des besoins résidentiels et commerciaux.

POINTS DE CONTACT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AU CANADA

Gouvernement du Canada

www.canada.gc.ca

Direction générale de l'investissement au Canada

Courriel :

investiraucanada@international.gc.ca

www.investiraucanada.gc.ca

Affaires étrangères et Commerce international Canada

www.international.gc.ca

Agence des services frontaliers du Canada

www.cbsa-asfc.gc.ca

Agence du revenu du Canada

www.cra-arc.gc.ca

Banque du Canada

www.banqueducanada.ca

Citoyenneté et immigration Canada

www.cic.gc.ca

Commission canadienne du tourisme

www.canadatourism.com

Ressources humaines et Développement social Canada

www.rhdsc.gc.ca

Service Canada

www.servicecanada.gc.ca

Transports Canada

www.tc.gc.ca

*Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Pour en savoir plus sur les possibilités d'investissement au Canada :

www.investiraucanada.gc.ca

Canada

